

Solidaires



ET INTERNATIONALISTES!

#123 avril 2024

internationalistes toujours et partout

L'Union syndicale Solidaires inscrit son combat syndical dans la solidarité internationale de longue date. Les causes de cet engagement sont multiples mais c'est avant tout l'idée que les travailleurs et travailleuses ici ne peuvent séparer leurs combats, leur devenir, de ceux qui ont lieu dans d'autres parties du monde.

Parce que les droits sociaux, la défense des salaires, des conditions de vie, des libertés syndicales, le droit de grève, n'existent pas et ne se défendent pas dans un pays indépendamment de la façon dont ils sont défendus ailleurs, parce que les artisans de la mondialisation néo-libérale s'attachent à contrer les droits sociaux, limiter la hausse des salaires par les délocalisations.

Mais aussi parce que notre pays et nos gouvernements vendent des armes, entretiennent des relations avec des gouvernements, souvent contre la volonté de leur peuple.

Parce que les conflits qui se passent ailleurs ont une résonance ici, parce que ce pays a une histoire, une histoire occidentale et aussi une histoire coloniale.

Même si notre engagement internationaliste est matériellement limité et s'il s'inscrit dans des mobilisations en France plus réduites que dans d'autres pays (tant pour la Palestine que pour l'Ukraine), il a une grande importance politique.

Concernant la Palestine et Gaza, la mobilisation en France reste limitée, surtout comparée aux manifestations monstres dans d'autres pays européens et outre-Atlantique... Elle est néanmoins indispensable et contribue à l'isolement de l'État d'Israël et de sa politique génocidaire. Et on ne peut que saluer les déclarations de l'intersyndicale.

Les mobilisations ont imposé, au bout de plusieurs mois de massacres de la population de Gaza et de destruction systématique, un infléchissement des discours gouvernementaux aux Etats-Unis et en France... Bien sûr, ça n'a pas encore d'effet concret sur l'agression israélienne et le soutien matériel dont elle bénéficie. Mais la mobilisation de l'opinion publique est une arme qui peut et doit contribuer à l'obtention d'un cessez-le-feu.

Précédemment, en étant moteur au sein de l'intersyndicale dans la dénonciation de l'agression russe en Ukraine, Solidaires a contribué à une expression publique forte de sa condamnation et à un soutien matériel qui sont la meilleure démonstration concrète de l'inanité de tous les discours "campistes" (qui réduisent leur vision du monde à la lutte d'un camp contre un autre ?) et de leur appui, volontaire ou involontaire, aux éléments de langage poutiniens...

Et plus encore, à notre échelle, nous contribuons à faire bouger les lignes et à rappeler la nécessité d'un soutien au peuple ukrainien qui résiste, soutien qui doit être matériel, financier et dans la durée...

La solidarité internationale que nous pratiquons repose sur un trop petit nombre de militants, la tâche est immense et notre action peut paraître dérisoire, en attendant elle est une contribution indispensable à des mobilisations auxquelles nous prenons toute notre part.

Palestine-Ukraine : deux poids deux mesures et/ou même combat ?

Nous ne découpons pas le monde en deux camps dont l'un serait dirigé par les Etats Unis d'Amérique avec la caution de l'Union européenne et dont l'autre, forcément moins dangereux, voire victime du premier, serait « notre camp ».

Nous sommes anticolonialistes et savons reconnaître les pratiques et les guerres impérialistes, coloniales, quels que soient les Etats qui les mènent.

Ce n'est pas une contradiction avec notre vocation première de défense des travailleur-euses. C'est l'intime conviction que défendre ses droits sociaux et démocratiques, cela peut aussi être intimement lié à défendre sa terre et sa culture. Nous n'avons pas de partenaires étatiques, nous sommes indépendants, mais nous avons un avis sur les politiques des Etats et leurs conséquences.

Aujourd'hui nous sommes inscrits dans des campagnes de solidarité importantes avec l'Ukraine et la Palestine. Bien sûr, notre gouvernement, et la plupart des gouvernements, traitent de façon très différente ces deux conflits : les plus puissants affichent une solidarité avec l'Ukraine, tout en continuant à soutenir Israël en dépit du génocide en cours. Nous critiquons cette attitude et manifestons pour mettre fin à l'hypocrisie qui consiste à menacer Poutine et à laisser faire Netanyahou. Par exemple :

- ⇒ Nous exigeons la rupture du traité d'association entre l'Union européenne et Israël, traité qui permet l'accès préférentiel du marché européen aux produits israéliens, qui pourtant comporte une clause de respect des droits humains. Nous exigeons aussi que tout lien commercial soit rompu avec la Russie et que les grandes entreprises françaises quittent ce territoire pour des sanctions véritablement fortes.

- ⇒ Nous soutenons les demandes de confiscation des avoirs russes à l'étranger, dont les montants colossaux pourraient être utilisés pour renforcer la trop faible aide réelle à la résistance ukrainienne. Et nous appelons à soutenir la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions à l'encontre de la politique coloniale et raciste de l'Etat israélien.
- ⇒ Nous exigeons que des enquêtes internationales soient menées et des mesures immédiates soient prises pour empêcher les crimes en cours en Ukraine comme en Palestine où la Cour pénale internationale a parlé de risque génocidaire.
- ⇒ Nous exigeons de nos gouvernements qu'ils mettent tout en œuvre pour un cessez le feu immédiat à Gaza, pour le retrait immédiat des troupes russes hors de toute l'Ukraine : ce ne serait que le respect du droit international, en Palestine et en Ukraine !

La solidarité internationale s'exprime dans le monde entier, que ce soit dans les grandes manifestations qui ont lieu en soutien à la Palestine et pour l'exigence du cessez-le-feu immédiat, un peu partout dans le monde, ou dans les centaines de convois organisés vers l'Ukraine par des syndicats, des associations, des particuliers. Elle s'exprime aussi par la volonté qu'ont les syndicalistes ukrainien-nes et palestinien-nes d'entrer en contact les un-es avec les autres. Et notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes sert à cela, s'opposant à une vision restreinte ou unilatérale de nos combats.

La solidarité avec le peuple et les travailleur-euses d'Ukraine



Notre union syndicale s'est inscrite très tôt dans la solidarité contre la guerre menée par Poutine et la Russie. Les liens que nous avons tissés avec les syndicalistes là-bas nous

confortent dans ce choix. Il n'y a pas d'impérialisme qui serait moins dangereux que d'autres, le dire n'implique aucun soutien avec le gouvernement ukrainien que nos partenaires syndicalistes critiquent d'ailleurs fortement, en particulier sur les remises en cause des droits sociaux et du travail ; et nous soutenons aussi leurs actions, contre les patrons et le gouvernement ukrainien. Mais un Etat qui assassine ses opposant-es, réprime les syndicats, partis, associations indépendantes, qui envahi militairement les pays voisins, ne peut représenter pour les travailleur-euses ukrainien-nes aucune perspective d'avenir.

Nous avons des contacts réguliers avec des syndicalistes indépendant-es de la santé, du rail, de l'enseignement, des syndicalistes étudiant-es, des mineur-es, des régions de Kyiv, Lviv, Dnipropetrovsk, Kryviy Rih.

Nous les accompagnons aussi en rendant publics ici leurs combats. Celui des syndicats contre les réformes du droit du travail, pour la défense du service public de la santé ou celle de la culture, par exemple contre la fermeture de l'Académie d'imprimerie de Lviv, pour les droits des femmes et la défense de leurs conditions matérielles en ces temps de guerre. Alors que la guerre dure depuis plus de deux ans et que la loi martiale interdit les manifestations, il y en a eu de nombreuses. Tout ceci montre comment les travailleur-euses défendent leurs droits, y compris en temps de guerre.

C'est le cas des travailleuses de « Sois comme Nina » et du syndicat de la santé qui défendent les salaires et les conditions d'exercice de leur métier dans ce contexte de guerre ou des syndicalistes indépendants de Kryviy Rih qui défendent les droits des travailleur-euses parti-es au front tout en construisant des puits pour la population dont les infrastructures sont soumises aux bombardements. Nous avons d'autres exemples concrets.

Après plus de deux ans de guerre, les conditions générales de vie et de travail sont particulièrement difficiles et la solidarité internationale directe est fortement appréciée car elle constitue un encouragement et un soutien dans un contexte de grande incertitude : incertitudes sur les conditions de l'aide occidentale réelle à l'Ukraine au-delà des annonces souvent non suivies d'effet, renforcement du recrutement obligatoire, menace russe accrue y compris dans les formes d'armement (nouveaux types de missiles, crainte de l'utilisation du nucléaire...), attaques patronales et capitalistes incessantes contre les travailleurs et les travailleuses dont une part importante est, volontairement, sur le front..

Nos actions de solidarité ont été organisées via le Réseau syndical international de solidarité et de luttes avec lequel nous avons effectué trois convois permettant des rencontres et de la solidarité matérielle avec des syndicalistes indépendant-es dans plusieurs villes du pays. Des actions ont aussi été organisées avec l'intersyndicale en France, permettant des liens avec les deux principaux syndicats la FPU et la KVPU.

S'agissant de la solidarité matérielle nous avons acheté et acheminé des générateurs, du matériel de télécommunications, du matériel pour aider à la reconstruction, de la nourriture et des produits d'hygiène pour les réfugié-es internes à l'Ukraine... nous continuons à collecter en ce moment pour du matériel de forage.

Pour contribuer financièrement : <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/appele-a-dons-des-convois-syndicaux/>

La solidarité avec le peuple et les travailleur-euses Palestinien-nes



Travailler en Palestine, c'est être soumis à l'exploitation et à la colonisation. Apartheid, droits réduits, conditions de travail en Israël ou dans les colonies, absence de droits sociaux, versement aléatoire des salaires, chômage massif et à Gaza en particulier, telle était la situation à la veille du 7 octobre.

Depuis, tous les permis de travail en Israël ont été supprimés. Si ceux-ci représentaient une forme particulièrement odieuse de l'exploitation, obligeant les travailleur-euses à de longues attentes aux check-points d'entrée en territoire israélien pour des journées de travail non moins longues, leur suppression impacte les ressources de nombreux-ses Palestinien-nes de Cisjordanie et de Gaza. Sur le territoire d'Israël, la situation des Palestinien-nes vu-es comme complices du Hamas s'est, elle aussi, dégradée.

Mais pour les Gazoui-es aujourd'hui, on n'a même pas de mots ou d'imagination sur ce que cela peut vouloir dire être travailleur ou travailleuse quand les bâtiments, les écoles, les hôpitaux, les commerces sont détruits, que l'argent circule à peine, que nombreux-ses sont ceux et celles qui ont été obligé-es de fuir, que la menace des bombes est permanente.

Plus que jamais, la défense des droits du travail est liée à la fin de la guerre et de la colonisation. Quelles perspectives alors que les colons israéliens viennent encore d'occuper 800 hectares dans la vallée du Jourdain, la plus grande saisie de terres depuis 30 ans. Et si demain les habitant-es survivant.es sont expulsé-es de Gaza ?

L'union syndicale Solidaires a organisé plusieurs délégations en Cisjordanie ces dernières années. Elle y a noué des liens avec des syndicats indépendants et de nombreuses associations de défense des droits des Palestinien-nes.

Évidemment, une grande partie de notre activité est tournée vers notre gouvernement, l'Union européenne et les organisations internationales qui refusent de faire pression sur l'Etat d'Israël pour un cessez-le-feu immédiat et pour imposer une paix juste et durable. Cette pression ne peut être efficace que par des mesures d'isolement en particulier, l'arrêt du financement et des aides militaires, la rupture des liens commerciaux et le désinvestissement de la part des entreprises européennes. Notre participation à la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) ([lien](#)) et à Stop arming Israël ([lien](#)) prend ainsi tout son sens.

Nous avons décidé de participer à la campagne d'aide financière à l'association médicale Al-Awda qui dirige plusieurs hôpitaux et antennes médicales à Gaza ([lien](#)), structures

évidemment mises à mal, sous blocus comme toute la région et particulièrement ciblées par les attaques d'Israël en contravention flagrante avec le droit international. Ainsi l'hôpital Al-Awda du nord de la bande de Gaza a été contraint de cesser ses activités en février en raison : manque de carburant, de médicaments et de fournitures médicales.

La situation actuelle est évidemment très difficile et un premier virement est en attente pour parer aux besoins d'extrême urgence. Il faut souligner aussi que les transferts d'argent sont particulièrement difficiles.

Pour contribuer financièrement : <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/campagne-de-solidarite-avec-la-palestine-soutenir-les-actions-en-faveur-de-la-sante-a-gaza/>



Ukraine/Palestine : pas de comparaison, mais une même action syndicale internationaliste !

Il ne s'agit pas de comparer le génocide perpétré à Gaza par l'Etat israélien et l'occupation militaire de l'Ukraine par l'Etat russe ; ni d'opposer le soutien aux peuples opprimés, ici et là. Syndicalistes, nous agissons à partir de la réalité des faits, sans dogmatisme. Nous soutenons la résistance du peuple palestinien contre l'Etat colonial israélien, nous soutenons la résistance populaire ukrainienne contre l'Etat impérialiste russe. Nous soutenons les syndicats indépendants, les travailleurs et travailleuses qui sont en première ligne des résistances et des souffrances, et qui agissent aussi pour défendre leurs droits. Nous présentons ici ces deux campagnes de solidarité vers l'Ukraine et la Palestine, mais nous sommes aussi actifs et actives dans la solidarité et l'action commune dans bien d'autres régions du monde : au Kurdistan comme en Argentine ; en Kanaky comme au Burkina Faso ; en Pologne comme au Mexique...